

# Le bâtiment va bien, les

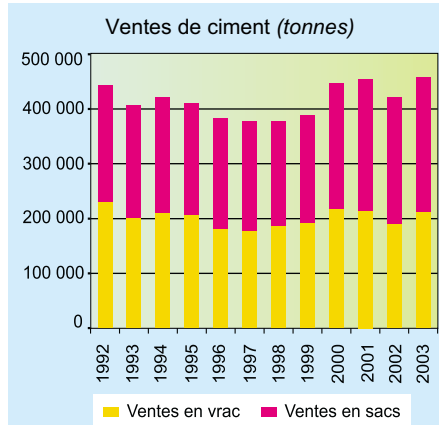
**L**es indicateurs d'activité du BTP sont globalement favorables pour 2003. Le secteur du bâtiment a fait une très bonne année avec une production de logements neufs exceptionnelle et d'importants projets de construction à usage d'activité. Les travaux publics et le génie civil sont en revanche un peu en retrait. Pour 2004 la tendance paraît bien orientée.

L'année 2003 a été favorable au secteur du BTP. La tendance générale, apparue dès le troisième trimestre, profite d'abord aux professionnels du gros œuvre, puis se généralise à l'ensemble du secteur comme le montrent les indicateurs. Le chiffre d'affaires total du secteur représenterait 905 millions d'euros en 2003, en progression de 4,6 % par rapport à 2002 selon les estimations établies à partir des indicateurs de conjoncture 2003 sur la base de l'enquête annuelle d'entreprises du BTP, réalisée par l'Insee sur l'exercice 2002.

La consommation de ciment a progressé de près de 9 %, principalement au niveau des ventes en vrac, ce qui est significatif d'une amélioration sur les chantiers de gros-œuvre de bâtiment. Le nombre d'entreprises créées a augmenté de 15 % par rapport à l'année précédente, marquant un retournement après une baisse de 7 % en 2002 : 749 sociétés ont été créées avec un code d'activité correspondant à la construction, dont 541 en création pure. La Caisse des congés payés du BTP a enregistré une moyenne mensuelle de 14 546 salariés, en hausse de 4,8 % par rapport à 2002.

## Une production exceptionnelle de logements neufs

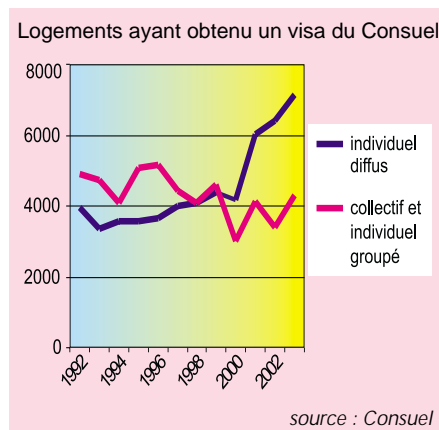
Le marché du logement a continué d'afficher sa bonne santé. Il reste principalement alimenté par la demande individuelle libre et a été accompagné par un regain des constructions sociales. Ainsi, les visas délivrés par le Consuel ont encore fortement progressé en 2003, atteignant 11 437 logements. Les achevements de logements neufs augmentent ainsi de 17 % sur l'année.



Source : CRIC, MACORE, WON WING CHEUNG.

**Après le creux de 2002 les ventes de ciment retrouvent un haut niveau en 2003.**

Au 31 décembre, l'ensemble de l'encours bancaire pour des crédits à l'habitat atteint 2,36 milliards d'euros, dont 1,75 milliards pour les particuliers. Par ailleurs, le marché de l'habitat a bénéficié en 2003 de près de 31 millions d'euros d'aides financières directes pour l'amélioration et la réhabilitation de 2 676 logements existants. Si cette masse financière progresse de 6 %, le nombre de logements correspondants augmente de 10 % par rapport à 2002. Les aides en faveur des propriétaires privés proviennent essentiellement de l'Etat, pour un montant de plus de 15 millions d'euros, et du Conseil Général, pour une somme de près de 10 millions d'euros.



source : Consuel

**La construction de maisons individuelles s'est fortement accélérée depuis trois ans.**

En contradiction avec ces indicateurs, à peine 7 600 logements ont obtenu un permis de construire sur la période. Ce chiffre, encore provisoire, laisse toutefois augurer une amorce de reprise, portée par les secteurs de l'individuel groupé et du collectif. Cette distorsion qui persiste avec les données du consuel sert actuellement l'hypothèse d'une progression des logements informels. Dans tous les cas l'engouement ne faiblit pas puisqu'à la fin mars 2004, ce sont 2 513 logements qui ont déjà obtenu un certificat par le Consuel, soit 6 % de plus qu'au premier trimestre 2003.

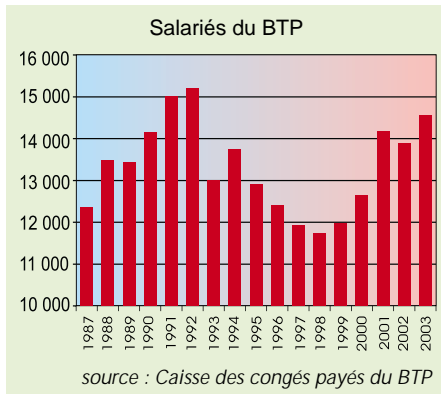
Les opérations sociales en secteur groupé se redressent, près de 3 000 logements étaient en cours de construction en moyenne, en hausse de 18 % par rapport au niveau de 2002. Cette activité, résultant des ouvertures de chantiers et des achevements de travaux, a donc progressé, confirmant le retournement observé depuis le dernier trimestre 2002. Elle profite cependant d'un effet de stock des logements financés lors des exercices précédents.

## Des investisseurs privés dynamiques

Les constructions non résidentielles sont favorisées par les investissements privés. Ce dynamisme de la maîtrise d'ouvrage privée puise son énergie dans un faisceau d'incitations budgétaires. La défiscalisation, les subventions à l'investissement et les faibles taux d'intérêt offrent en effet des conditions de financement particulièrement attractives. Les principaux secteurs visés par ces permis concernent l'industrie, mais aussi les commerces, les équipements de santé et de loisirs et l'immobilier de bureaux. La surface totale de locaux non résidentiels autorisés à la construction atteint près de 207 000 m<sup>2</sup>. Ce niveau représente 44 % de plus que celui enregistré en 2002 mais il demeure en dessous de la moyenne des cinq dernières années. De plus, ce chiffre est majoré par le projet de raffinerie présenté par Promergy Réunion (d'une surface de 22 159 m<sup>2</sup>) dont l'avenir est encore discuté.

En revanche, la commande publique de bâtiments peine à redémarrer. Avec un seul lycée en construction, les locaux

# travaux publics un peu moins



**Le BTP retrouve en 2003 des effectifs salariés voisins de ceux du début des années 90.**

d'enseignement ont cédé la place aux équipements de santé dans l'activité des entreprises. La Région, le Département, l'Etat et la CCIR ont totalisé près de 75 millions d'euros de dépenses contre 94 millions un an auparavant et 123 millions en 2001. La détérioration constatée, a débuté en 2002 avec l'achèvement des gros chantiers (aérogare passagers puis fret) et le lancement de nombreuses études pour les locaux d'enseignement (collèges, lycées et université). Toutefois, il convient de ne pas négliger les importants travaux lancés par les centres hospitaliers régionaux et départementaux pour la restructuration et la modernisation de leurs établissements.

## Les travaux publics ou de génie civil en retrait

Les travaux réalisés sur les routes nationales et départementales ont représenté près de 92 millions d'euros en 2003, en légère baisse de 3 % par rapport aux dépenses effectuées en 2002. Concernant le réseau national, en plus de travaux de renforcement, l'année a été marquée par la réalisation des déviations urbaines de la Saline (livrée en décembre 2003) et de Saint-Leu (livrée en avril 2004), et la poursuite des travaux du Boulevard Sud (Section Source-Mazagan).

Sur les routes départementales, les travaux ont affecté principalement les RD 26 et 27 reliant l'ouvrage récent du Bras de la Plaine, la réfection de la RD 41 à la Montagne et la réfection du pont de l'Escalier sur la route de Salazie.

En ce qui concerne le génie civil, en plus des travaux pharaoniques du basculement des eaux, les entreprises sont intervenues sur les infrastructures liées aux réseaux d'eau et d'assainissement. Les principaux marchés (hors EDF) ont progressé de 8 % en 2003, à près de 47 millions d'euros, notamment en raison des dépenses enregistrées sur le chantier du basculement des eaux (12 % de plus par rapport à 2002). Ces travaux concernaient la réalisation des prises d'eau dans le cirque de Salazie et le tunnel reliant la Rivière des Pluies à Mafate qui a été quasiment achevé, tandis que les retards s'accumulaient sur le creusement de la galerie de Salazie. En revanche, l'endiguement des ravines est quasiment au point mort. Seule la dérivation de la ravine Duparc à Sainte-Marie a été réalisée dans le cadre d'une première tranche.

L'eau et l'assainissement représentent la principale intervention des communes dans les travaux de génie civil. Elles sont aidées financièrement par le FRAFU, dont les critères d'éligibilité ont été assouplis et élargis. Les travaux d'électrification sont encore réduits mais ils devraient s'amplifier avec leur prise en charge par le syndicat intercommunal, SIDELEC, créé à cet effet.

## Des perspectives favorables pour 2004

La tendance apparaît bien orientée pour 2004, portée par le renforcement de la commande publique et l'effort constant des investisseurs privés. La recrudescence des consultations lancées par les maîtres d'ouvrage publics et les indicateurs du premier trimestre attestent d'un passage à la vitesse supérieure. Les cimentiers anticipent une consommation annuelle de 465 000 tonnes sur l'année, le volume vendu atteint déjà 103 000 tonnes au premier trimestre, en dépassement de 5 % par rapport au premier trimestre 2003. Les perspectives favorables devraient permettre de nouvelles embauches. Une amélioration de l'effectif salarié est déjà perceptible en mars 2004 : 15 303 salariés étaient déjà déclarés par les entreprises à la Caisse des Congés Payés du BTP, soit 8,4 % de mieux par rapport à la même période l'année précédente. La volonté d'entreprendre reste également dynamique avec 208 entreprises nouvelles, dont 147 en création pure. Toutefois, quelques perturbations risquent de gêner cette embellie : difficultés structurelles concernant le foncier, renchérissement des prix des matériaux, grève du secteur lors la négociation de la nouvelle convention collective. ■

Frédéric LORION

## Le programme des équipements publics pour 2004

En 2004, la programmation budgétaire devrait permettre une amélioration des investissements routiers. La collectivité régionale a prévu une enveloppe de 47 millions d'euros, dont 20 millions pour les travaux à engager sur la Route des Tamarins. Le Boulevard Sud continue sa progression grâce au lancement depuis janvier du Raccordement Est : échangeurs et ouvrage d'art entre Gillot et la Bretagne. Enfin, d'importants travaux sont prévus sur les routes forestières : la route du Volcan, la route du Haut Mafate à Salazie et la route de la Roche Ecrite en partie basse à Saint-Denis.

En plus de la poursuite du basculement des eaux, il faudra compter avec les projets d'infrastructures portuaires. La première tranche des travaux pour l'extension du Port Est (approfondissement et élargissement du bassin d'évitage et construction de nouveaux quais) devraient démarrer avant le dernier trimestre

Des programmes universitaires devrait aussi débuter en 2004 : aménagement d'une Cité universitaire dans les anciens locaux des Archives départementales, résidences universitaires à Saint-Pierre et au Tampon, nouvelle bibliothèque de sciences au Moufia, restructuration des locaux de l'IAE à Saint Denis, construction des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> départements de l'IUT de Saint Pierre et réalisation du Parc Technologique Universitaire à la Bretagne.

Enfin, les collectivités ont annoncé des équipements administratifs, culturels et de loisirs. On peut citer une médiathèque au Tampon, des centres nautiques sur la commune de Saint-Paul, un centre de l'enfance à la Possession, une piscine municipale à Saint-André, une école primaire à Stella, une cuisine centrale au Port...